

## AGRICULTURE

# Pourquoi ils en ont plein le dos

Prix trop bas, récoltes inégales, critiques de la société, faillites... les exploitants n'en peuvent plus.

**L**e train de la reprise, marquée par une croissance nationale inespérée de 1,9 % en 2017, n'est manifestement pas passé par les fermes françaises.

## LE CUMUL DE CINQ ANNÉES DIFFICILES

Lors du congrès des céréaliers français, la semaine dernière à Dijon, leur patron, Philippe Pinta, a une nouvelle fois tiré la sonnette d'alarme. « Les résultats économiques de nos exploitations ces cinq dernières années sont catastrophiques. En 2017, 40 % des producteurs annoncent un résultat négatif », a martelé, en effet, le président de l'association générale des producteurs de blé (AGPB). Bien sûr, le rouge n'est pas aussi marqué sur tous les territoires. Mais une étude de FDSEA Conseil montre que même la Champagne crayeuse, réputée fertile et prospère, est touchée. Depuis 2013, la moyenne du résultat courant sur cinq ans s'établit à 247 euros par hectare, soit une baisse de 48 %. En fait, en grandes cultures, les exploitants ne se sont pas remis de 2016, année catastrophique en rendement et en prix. Dans la Marne, entre 45 % à 72 % des agriculteurs ne dégagent pas de revenus suffisants pour honorer leurs échéances d'emprunt. Si les rendements ont été plutôt bons l'an passé, les cours n'ont pas permis de rattraper les revenus perdus. « En 2017, on a juste maintenu la situation, pour l'instant, 2018 ne s'annonce pas mieux », estime Olivier Josselin, responsable des relations extérieures de FDSEA Conseil. Le

creux ne se limite pas aux cultures.

« Aucune production aujourd'hui ne permet de couvrir ses coûts, des coûts qui comprennent les charges mais également une rémunération décente pour l'exploitation », résume Thierry Huët, président de la FDSEA dans les Ardennes. Il rappelle que la vache est payée 3,20/3,30 euros le kilo au marché de Rethel quand le coût de production est supérieur de 40 centimes et que les 1 000 litres de lait, qui coûtent 350/350 euros à l'élevage, sont vendus 330 euros aux transformateurs.

## 2 DÉCAPITALISATION ET DÉPÔT DE BILAN

La succession des mauvaises années met sous pression les comptabilités. L'accompagnement des coopératives et des banques, en matière de trésorerie, a ses limites dans le temps. « Quand 1 % des 2 300 exploitations des Ardennes est en difficulté, la solidarité peut jouer, mais quand c'est 20 %, ce qui est proche de la réalité aujourd'hui, ce n'est plus possible », explique Thierry Huët. Beaucoup d'agriculteurs ont déjà pris des mesures, en puisant dans les réserves mais là aussi, les limites sont atteintes. « Quand un agriculteur a 100 euros dans sa poche, il en dépense 50, les 50 autres euros étant prévus pour les mauvaises récoltes. Mais après deux mauvaises années successives, il n'y a plus rien », précise le syndicaliste ardennais. D'autres efforts plus douloureux doivent s'engager. « Des agriculteurs sont obligés de décapitaliser. Certains vendent leur maison d'ha-



« Dès qu'il neige, dès qu'il pleut, c'est de notre faute, on n'en peut plus de l'agri-bashing »

Guillaume Gandon, betteraviers de l'Alsace

bitation et cela implique des drames familiaux. D'autres vendent leurs terres à des voisins. Des agriculteurs belges, qui n'ont pas les mêmes feins que nous sur la production, sont aussi très intéressés par le marché foncier français », explique Guillaume Gandon, agriculteur et président du syndicat Betteravier de l'Alsace. Dans la Marne, la mauvaise conjoncture accentue le recours aux groupements agricoles fonciers (GFA) mutuels. « Par cet intermédiaire, les agriculteurs vendent leurs terres à d'autres agriculteurs et à des apporteurs de capitaux pour en devenir ensuite locataire par un contrat de ferme », explique Olivier Josselin. Quelquefois ces opérations financières ne suffisent pas et les exploitants sont contraints de frapper à la porte du tribunal pour déposer le bilan. Les chiffres ne sont pas spectaculaires, mais les redressements, voire les liquidations judiciaires, ne sont plus seulement liés à des problèmes structurels (exploitation trop petite, mal gérée, etc.) mais à des problèmes de conjoncture.

## 3 UN DÉMÂNE AVEC LA SÉCHÉRE

« On en a marre que l'on nous mette tous les maux de la terre sur le dos, dès qu'il neige, dès qu'il pleut, c'est de notre faute, on n'en peut plus de l'agri-bashing », peste Guillaume Gandon. Dernier exemple en date, Célia Blauel, adjointe à l'environnement de la mairie de Paris qui a fait, sur TFI, le lien entre les inondations qui ont frappé la capitale et l'utilisation de phytosanitaires par les agriculteurs. « Les décisions sont prises aujourd'hui par des bobos parisiens. La ruralité est complètement absente, ou bête, ils peuvent imiter la circulation à 80 kilomètres heure sur les routes, ils s'en moquent, ils n'ont même pas de voiture », ajoute-t-elle. « Aujourd'hui, on donne la parole sur l'agriculture à tout



Baptiste Reumont, agriculteur à Saint-Remy-en-Bouzemont, dans la Marne, témoigne de ses difficultés : « Tout ce qu'on vend, ne vaut plus rien et tout ce qu'on achète coûte un prix exorbitant. » JB.

le monde, sauf à ceux qui sont les premiers concernés. Prenez les Etats généraux de l'alimentation (EGA), les exploitants étaient très très très minoritaires », regrette Thierry Huët.

## 4 UNE DÉFÉRENCE DES POLITIQUES ?

Les « EGA » justement ont débouché sur un projet de loi qui a l'ambition de mieux répartir la valeur entre agriculteurs, industriels et distributeurs. « C'est une bonne chose que l'on remette les coûts de production au cœur des négociations mais à condition que cela ne reste pas un vœu pieu », réagit Thierry Huët, qui doute que les Français soient prêts à payer plus pour manger mieux. Celui qui est aussi agriculteur et éleveur, en bio et en conventionnel, souligne les contradictions des consommateurs. « Si vous posez la question aux gens à leur entrée dans un supermarché, ils diront qu'ils veulent du beau et du bon. Puis, si vous les retrouvez en sortant, vous verrez que ce n'est plus la petite fleur, le qualificatif qui a compté dans l'acte d'achat, mais le prix ». En

## ET PENDANT CE TEMPS-LÀ, LES RUSSES...

Avec une production record de 85 millions de tonnes de blé tendre en 2017, la Russie a une capacité d'exportation de 35 millions de tonnes, soit presque autant que la production française (37 millions de tonnes). Autant dire que le pays est désormais premier exportateur mondial de blé et taille des coupures à la France, notamment qui, cette année, a 18 millions de tonnes de grains pour l'export. « Avec l'embaigo européen, Vladimir Poutine a voulu que la Russie ait son autonomie alimentaire. Il a fortement aidé l'agriculture à se développer et subventionne le transport par train vers les ports de la Mer Noire », explique Arnaud Ponsset de Céféfi (Reims). La Russie exporte de plus en plus vers l'Asie, notamment vers l'Indonésie et le Bangladesh, la Turquie et surtout l'Égypte, le premier importateur mondial. Le blé russe commence à se faire une place sur les marchés traditionnels de la France comme de l'Algérie, la Tunisie et le Maroc où il n'était pas présent avant. « Les Russes sont arrivés lorsque nous avons rencontré des problèmes de qualité, il y a quelques années. Un courant d'affaires s'est créé et s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui », précise le spécialiste. La Russie profite aussi d'un hiver clément qui a facilité les opérations de transport et de stockage. « Les experts pensaient que la Russie ne serait présente qu'au début de la campagne. Mais elle sera là tout l'hiver avec une capacité d'exportation de 4 millions de tonnes par mois ». Dans le contexte d'un rouble faible, le blé français est environ 10 dollars plus cher à la tonne. « Il ne faut pas baisser les bras mais il faut arrêter, en France, d'avoir plus de normes et moins d'aides que la moyenne des pays européens », espère Philippe Pinta.

grandes cultures, on se sent assez peu concerné, les cours du blé, du sucre ou du colza étant très sur l'offre et la demande mondiale. « On a l'impression que les pouvoirs publics n'ont pas du tout conscience de la situation malgré tout ce que l'on apporte dans ce pays avec une balance excédentaire de 9 milliards d'euros et 450 000 emplois dans la filière. Quand on parle de circuits courts, qu'est-ce qu'on fait des 95 % qui restent ? », s'interroge Philippe Pinta. Ce dernier regrette amèrement que le ministre de l'Agriculture, Stéphane Travert, ait posé un lapin aux cétéaliens au congrès de Dijon, la semaine dernière. « On pensait qu'il serait venu nous soutenir. Il n'a pas été aux oléoprotéagineux, pas été aux betteraves, pas au maïs, pas aux céréales et je ne sais pas s'il ira ailleurs. Si on n'a plus d'interlocuteur je ne sais pas comment on va essayer de trouver des solutions ensemble pour demain », conclut, amer, l'agriculteur picard. ■

Dossier réalisé par JULIEN BOUTLE





**PHILIPPE PINTA**  
PRÉSIDENT  
DE L'AGPB

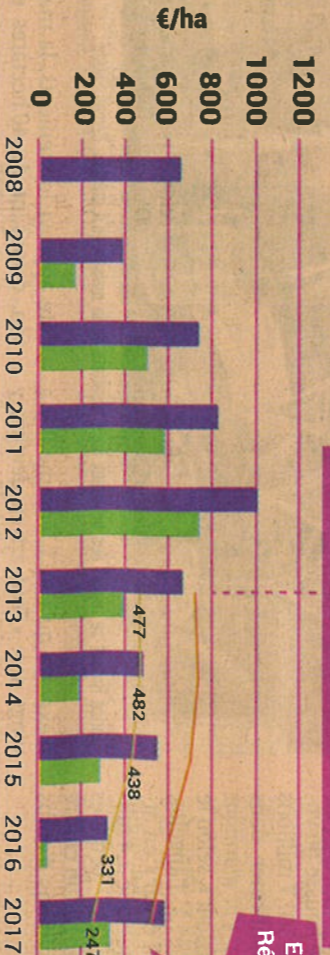
## “Je n'ai jamais vu ça de ma carrière”

Vous dites que les céréaliers, que vous représentez, sont 40 % à être en revenu négatif. Que faut-il faire ?  
Cinq années de baisse, je n'ai jamais vu ça de ma carrière. On va essayer de retrouver 15 euros de compétitivité par tonne. Il faudra faire des efforts dans les fermes, là où c'est encore possible, mais aussi dans l'amont et l'aval, c'est-à-dire dans ce que l'on achète et ce que l'on nous achète. On peut retrouver

quelques euros auprès des organismes stockeurs. Cela ne se fera pas sans effort de l'état, qui nous demande aussi d'évoluer. On se donne un mal de chien, par exemple, pour améliorer la logistique mais on constate que transporter en train dans certains endroits coûte plus cher que transporter en camion. On a montré pendant notre congrès que les céréaliers avaient les aides totales à l'hectare les plus faibles par rapport aux autres secteurs en France et qu'elles étaient sous la moyenne des céréaliers européens. Enfin, il ne faut plus ajouter de charges. On parle de nouvelles taxes sur les phytos. Il faut arrêter le carnage.

revenu car elle a un bon rendement et peut-être moins de charges en ce moment. Et une exploitation semblable, à quelques kilomètres de là, va se trouver dans le rouge. Personne n'est éparné, ce n'est pas une question de taille, car même s'il y a une diversification dans les betteraves ou la pomme de terre, ça ne le fait pas non plus. C'est économiquement très très compliqué.

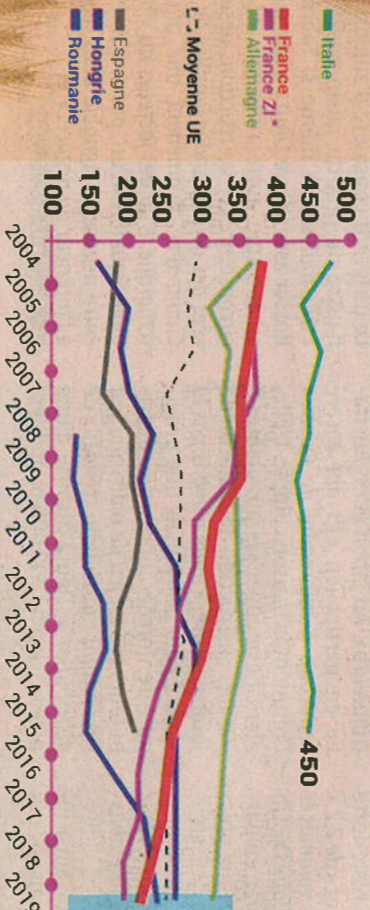
Les États généraux de l'alimentation, et le projet de loi qui en découle, vont-ils dans le bon sens ?  
C'était bien mais on n'était pas vraiment concernés car le but des États généraux était de ne plus vendre en dessous des prix de revient. Nous, on est sur des prix mondiaux, tout le monde s'aligne dessus, et si vous ne le faites pas, on ne vous achète pas.



Source : FDSEA Conseil

## GRANDES CULTURES EN CHAMPAGNE CRAVEUSE

résultat courant et excédent brut d'exploitation.  
Résultat moyen en baisse de 48% depuis 2013.



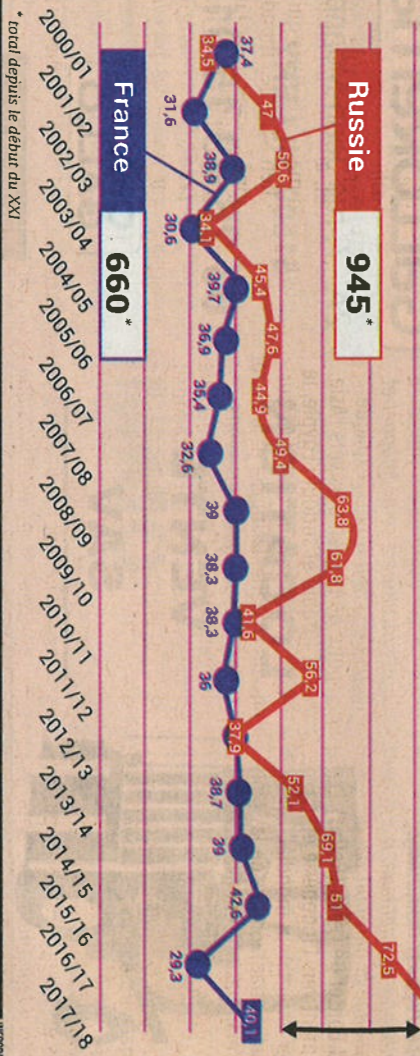
Source : Congrès des céréaliers 2018

## “PLUS HEUREUX QUAND J'ÉTAIS OUVRIER”

Baptiste Reumont, 39 ans, a repris l'exploitation de son père en 2010, à Saint-Remy-en-Bouzemont, à un jet de pierre du lac du Der. Il élève 400 bovins dont 160 vaches allaitantes, dans des pâtures ou ont élu domicile en ce moment les grues cendrées. Il fait pousser blé, escourgeons et colza sur 40 hectares, même si les terres arideuses du bocage champenois ne sont pas idéales. Ce cadre bucolique et intemporel n'échappe pas aux dures réalités économiques. « Au début, j'en ai eu quatre de belles années, on me payait les vaches un euro de plus le kilo et les cours du blé étaient 80 euros plus élevés ». Mais avec un cours des matières premières désormais sous les coûts de production et des coopératives qui paient autour de 3,30 euros le kilo pour les « bêtes à viande », et 2,40 euros pour les brouillards, voués à aller dans des ateliers d'engraissement, le compte n'y est plus, l'entreprise perd de l'argent. « Tout ce qu'on vend, ne vaut plus rien et tout ce qu'on achète coûte un prix exorbitant, je ne comprends pas ». Dans ces conditions, heureusement que Baptiste a une femme qui a un travail salarié et un père, retraité encore vaillant, qui aide à tenir l'élevage. « C'est quand même vraiment dur. J'étais plus heureux quand j'étais ouvrier dans le TP. Il y a trois ans, je ne dormais plus, j'ai même pensé à faire une bétaise », confie l'agriculteur. Il a retrouvé de l'espoir grâce à la cellule « Réagir » de la FDSEA. Elle lui a offert un soutien psychologique et permis d'étudier de nouvelles solutions. Pour arrondir ses fins de mois, Baptiste s'est mis au circuit court. De temps en temps, il va porter lui-même quelques bêtes à l'abattoir, puis, une fois être passées chez le boucher, leurs viandes sont revendues en direct aux particuliers par colis à 12 euros le kilo. L'agriculteur rêve d'aller plus loin et d'ouvrir, avec d'autres producteurs de son secteur, un magasin de vente directe. « Je suis allé voir celui de Cernay-lès-Reims. Je suis resté une demi-heure sur le parking et j'ai vu beaucoup de gens qui rentraient et qui sortaient, alors que le magasin n'est pas très bien placé. Il se passe quelque chose ». Ce n'est peut-être pas « La » solution pour Baptiste et toute la « ferme France » comme on dit dans les ministères, mais c'est une opportunité à saisir, au moins pour survivre. « Quand le train passe, il faut savoir monter dedans, quand il sera parti, ce sera trop tard », conclut-il.

## ÉVOLUTION COMPARÉE DE LA PRODUCTION DE BLÉ

en euros par hectare de surface utile



Source : Congrès des céréaliers 2018